

Publié le 24 novembre 2020

Conflit du Haut-Karabagh : rien n'est simple !

Le conflit du Haut-Karabagh – une enclave peuplée d'Arméniens, située dans le Caucase, sur le territoire de l'Azerbaïdjan – illustre parfaitement la difficulté d'interprétation d'un événement géopolitique lorsque s'entremêlent questions culturelles, politiques et religieuses, vieilles rancunes, passé et présent. Il est très facile alors – et profitable pour certains – d'y plaquer des raisonnements simplistes. Pour comprendre ce conflit, il faut aller dans les détails et démêler, d'une main délicate, le bon grain et l'ivraie.

Dans le conflit du Haut-Karabagh, rien n'est simple...

L'Histoire nous dit d'abord que c'est en 1921, en présence de Staline, que le Comité central du Parti bolchevik décide le rattachement du Haut-Karabagh à la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan¹. En 1923 est constitué «l'Oblast autonome du Haut-Karabagh», séparé de l'Arménie par un couloir. Si, au départ, le territoire du Haut-Karabagh lui-même est constitué par 94 % d'Arméniens, ce n'est pas le cas concernant l'Oblast autonome, qui compte en 1989, au moment de la chute de l'Empire soviétique, 189 000 habitants, dont 145 000 Arméniens, mais aussi 41 000 Azéris et d'autres peuples, notamment des Kurdes, formant une enclave sur le territoire de l'Azerbaïdjan².

La guerre de 1991-1994

En 1988, la perestroïka change en tout cas les choses et, le 20 février 1988, la région autonome se déclare en sécession. En 1991, le conflit se transforme en une guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan lorsque, le 26 novembre 1991, le Parlement d'Azerbaïdjan, en réponse à la déclaration de sécession de 1988, abolit le statut d'autonomie de l'Oblast.

On remarquera qu'il a mis presque quatre ans, ce qui n'est pas la marque, de la part des dirigeants azéris de l'époque, d'un tempérament très belliciste, mais bien de leur prudence. Sans doute sont-ils conscients de la complication d'un tel dossier et des risques militaires encourus dans cette région montagneuse très difficile à conquérir, alors que les soldats azéris ne sont pas des soldats de montagne, à la différence des Arméniens locaux. Pas de «djihad», en tout cas pas à l'époque.

Les Azéris n'ont pas tort d'être inquiets. En effet, en réponse, la majorité arménienne de la région déclare unilatéralement son indépendance en tant que République du Haut-Karabagh, en contrôlant la totalité du territoire de l'ancien Oblast, y compris les territoires habités par les autres peuples, dont ceux-ci sont chassés. Cette indépendance n'est reconnue par aucun État membre de l'ONU.

1 - Mais il existe d'autres interprétations. Voir dans [Causeur](#).

2 - Là aussi, les sources azerbaïdjanaises affirment que le territoire a subi, entre 1987 et 1993, trois périodes de «nettoyage ethnique», qui ont chassé près d'un million de personnes (voir la note 1).

Une terrible guerre s'ensuit, jusqu'en 1994, faisant près de 30 000 morts, entraînant une catastrophe humanitaire et de nombreux massacres de part et d'autre. Comme ils le craignaient, les Azéris n'en sortent pas vainqueurs.

En 1994, les hostilités militaires cessent (sauf quelques escarmouches ultérieures), grâce à une trêve négociée par la Russie. Rien n'en ressort, mais depuis ce moment, il est important de le comprendre, l'Azerbaïdjan, non victorieuse par les armes, attend une solution politique au conflit, ce que le groupe diplomatique médiateur mis en place, le Groupe de Minsk, coprésidé par les USA, la Russie et la France, est incapable de lui offrir. Sans doute les USA et la France, forts de leurs diasporas arméniennes, n'avaient-elles pas très envie de rendre justice aux Azéris (mais dans ce cas, pourquoi avoir accepté cette mission ?). De son côté, la Russie, alliée tout autant de l'un que de l'autre, n'a peut-être pas été très pressée de forcer une solution. Sans doute aussi l'Arménie, forte de son coup de force et de sa position locale très solide, n'a-t-elle pas été très souple pour lâcher quoi que ce soit... La situation reste ainsi bloquée pendant vingt-six ans.

Le déclenchement du conflit actuel

Tout à coup, en juillet 2020, l'Azerbaïdjan³ «en a marre». Lassée par la mollesse du Groupe de Minsk, qui lui demande sans arrêt la patience et ne propose jamais rien, avec un appui militaire offert par la Turquie⁴ et sans doute un accord implicite des Russes, elle décide de passer à l'action.

Peut-être est-elle encouragée aussi par les erreurs et l'imprudence du nouveau Premier Ministre arménien, le jeune et fougueux journaliste Nikol Pachinian. En effet, celui-ci, sous couvert de «Révolution de velours» et de lutte contre la corruption, a chassé du pouvoir en 2018 toute une génération de dirigeants politiques proches du Kremlin. Il a également critiqué Moscou, souhaitant que son pays sorte de l'Union eurasiatique. Erreur fatale : il s'est ainsi aliéné le soutien de Vladimir Poutine, au moment où il aurait pu en avoir besoin. Pire, il a multiplié les déclarations tonitruantes sur la «terre sacrée» du Haut-Karabagh, mais sans s'assurer – car trop sûr de lui – qu'il avait les moyens militaires de la défendre.

Mal lui en a pris. Ce qui devait arriver se produisit : l'enclave subit alors, du 12 au 16 juillet 2020, les premiers affrontements armés, préludes à la guerre qui éclata le 27 septembre. Le 9 novembre, l'affaire était pliée : l'avancée ennemie était telle que la capitale du Haut-Karabagh, Stepanakert, était menacée. L'Arménie, se rendant compte de son erreur et risquant de perdre toute sa «province», signa alors un accord en catastrophe, accord qualifié de «capitulation» par l'Azerbaïdjan, et qui, en effet, y ressemble terriblement.

Le lendemain, le 10 novembre, un [cessez-le-feu complet est signé](#) sous l'égide de la Russie. Par ce fait, l'Azerbaïdjan récupère, du moins si un accord de paix suit le cessez-le-feu, la plus grande partie du territoire contesté, celle qui entoure le Haut-Karabagh lui-même. Ainsi, le pays vainqueur fait droit à ses populations autrefois chassées. Il évite l'erreur d'envahir le cœur de la province, peuplé en grande majorité d'Arméniens, qu'il aurait dû alors soit combattre et massacrer, soit

3 - D'autres thèses affirment que ce sont les Arméniens qui ont commencé (cf. [Causeur](#)).

4 - Appui militaire qui comprend des drones, élément très important, et aussi, semble-t-il, des commandos spécialistes des guerres de montagnes, car aguerris aux combats anatoliens.

chasser. Surtout, il enserme la province et contrôle à l'ouest son accès à l'Arménie, par la restitution des districts d'Agdam, de Kelbadjar et de Latchine.

Comment interpréter ce conflit ?

Situation ethnique et politique déséquilibrée dès le départ, prise de pouvoir par une république, «autoproclamée», mais non confirmée par un travail diplomatique suffisant à l'ONU, vieilles rancunes recuites de part et d'autre, lassitude de l'attente des uns, politique brouillonne des autres, paresse ou calculs des négociateurs, rigidité certaine d'une Arménie maximaliste sûre de sa position sur le terrain, ressentiment azéri de la «terre perdue»... À y regarder de près et avec sérieux, les choses ressemblent plus à un «règlement de comptes» suite à une dispute ancienne entre voisins qu'à un scénario d'un «conflit de civilisation» géopolitique, d'une poussée de l'islam conquérant contre de pauvres victimes arméniennes innocentes. Cette interprétation ressemble plutôt à de la propagande.

Pour autant, est-elle totalement fautive ? Plusieurs éléments plaident en effet pour le croire.

L'un d'entre eux est certainement la situation internationale, qui clive de plus en plus les mondes musulman et chrétien. La radicalisation islamique, les guerres du Moyen-Orient, la croissance du terrorisme, la faiblesse des démocraties occidentales – qui n'osent ni contrôler leurs frontières, ni lutter contre l'islam politique, radical ou même culturel – ont démontré qu'il existe, au niveau géopolitique, un contexte favorable à cette version.

Un autre élément est la Turquie. Son appui à son allié a bien été décisif, tant sur le plan des armes (drones) que des troupes. Il n'est pas douteux, à ce titre que le «sultan» Erdoğan n'ait envie d'élargir sa zone d'influence. Pour autant, là aussi, les choses ne sont pas si simples. En effet, s'il pousse les Azéris au maximalisme, Erdoğan risque de déstabiliser la région et de s'attaquer de front aux intérêts russes, qui maintiennent de bonnes relations avec les deux belligérants et dont il ne peut pas se faire l'ennemi.

Erdoğan est peut-être fou, mais il n'est pas bête. Dans le Caucase, à la différence du Nord de la Syrie, il n'est pas «chez lui». Il doit marcher sur des œufs. Par ailleurs, ce serait une erreur que de faire de l'Azerbaïdjan un simple «valet» stratégique des Turcs. Le pays, un grand producteur de pétrole et de gaz, est puissant. Il est ami de ses voisins, tant de la Géorgie que de la Russie. Si l'aide turque lui a incontestablement rendu service, il est fort douteux qu'il se laisse emporter dans une spirale maximaliste qui nuirait grandement à ses intérêts. L'Azerbaïdjan n'est pas intégriste comme l'Arabie Saoudite, ni faible comme la Syrie, et le contexte local n'est pas celui du Moyen-Orient.

Un troisième élément, enfin, est constitué par l'Histoire, et surtout celle des haines locales. Il est certain que de nettoyages ethniques en conflits, puis en guerres, il ne manque pas sur le terrain de soldats vainqueurs excités prêts à «venger leur peuple» et leur honneur supposément bafoué depuis des siècles. Est-ce que Bakou tient vraiment ses troupes ? Comme le feu prend à une prairie, une vengeance locale ne peut-elle pas dégénérer, comme c'est souvent le cas, en déchaînement de haine collective ? Et même si leur gouvernement ne le veut sans doute pas, ces nouvelles populations qui reviennent et ces soldats ne sont-ils pas, eux aussi, endoctrinés au «poison islamiste» comme même nos jeunes de banlieue peuvent l'être ?

Mais ces dangers sont, aujourd'hui, plus potentiels qu'avérés. Et un élément est sans doute la clef de l'affaire, pour éviter qu'ils ne s'aggravent : c'est la Russie.

La clef du conflit : la Russie

En effet, la Russie, on le voit, maîtrise le conflit de bout en bout. Elle parle et manipule tout le monde. Elle était supposée défendre l'Arménie, mais elle a laissé faire son adversaire, trop contente, sans doute, de donner aux Arméniens une leçon définitive de modestie et de vassalité, dans une affaire qui n'est stratégique pour personne, mais seulement, pour ce pays, une sérieuse blessure d'amour-propre.

C'est cher payé pour une bêtise et pour vingt-six ans d'orgueil (car la non-résolution diplomatique du conflit servait surtout l'Arménie). Enfin, Moscou obtient aussi, après toutes ces années de blocage, une résolution définitive du conflit. Car le message est clair : «Si vous ne venez pas au tapis vert, la prochaine fois, vous perdrez tout». L'Arménie poussera des cris, mais cette fois, évidemment, elle négociera.

Par contre, s'il y a un danger dans cette affaire, c'est précisément la transformation du conflit en «guerre de civilisation». Moscou sait déjà qu'Erdoğan, plus que les Azéris, va tenter des provocations dans ce sens, tout autant, bien évidemment, que les ultra-nationalistes arméniens, trop contents au fond de cette honteuse défaite qui les aiderait à renverser leur gouvernement.

Poutine ne peut pas se permettre que s'instaure la «chienlit», ni que celle-ci dégénère. En effet, il est le gardien de très vastes territoires, tant chrétiens que musulmans, où règne une «*pax russica*» acceptée par tous. Il est aussi le protecteur des orthodoxes. Il n'est pas question que cet équilibre complexe soit remis en cause. C'est pour cette raison, en premier lieu, qu'il envoie sur place 2 000 soldats. On peut bien penser que si les habitants chassés des terres périphériques (où, au départ, habitaient des Azéris) brûlent leurs maisons devant les caméras, sur le fond, au cœur du territoire du Haut-Karabagh arménien, la culture chrétienne sera préservée.

L'affaire est sensible. Dans cette affaire, l'autorité de Poutine est mise en jeu. On peut penser qu'il fera sentir son pouvoir. Ou alors, c'est qu'il a vieilli...

François Martin

Retrouvez cet article sur srp-presse.fr